

## **PROCES VERBAL DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 29 JUILLET 2015**

### **CONVOCATION**

Le 22 juillet 2015, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mercredi 29 juillet 2015 à 19 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 22 juin 2015.

2 - Marché « S.V.C.R. » - Réaménagement de chemins communaux - Programme 2015

3 - **Urbanisme** :

3-1 - Divisions foncières en zone agricole et naturelle (soumission à déclaration préalable)

3-2 - Elaboration du P.L.U. - Sursis à statuer

4 - **Foncier** :

4-1 - Acquisition terrain succession TAXIL - « Saint-Jacques » - Construction bâtiments des services techniques municipaux

4-2 - Défense de la forêt contre l'incendie - Création d'une piste DFCI avec établissement d'une servitude de passage et d'aménagement destinée à assurer la pérennité de la piste n° 030 dite « du Carnier »

4-3 - Convention de mise à disposition du terrain nécessaire à l'implantation du poste de transformation implanté sur le parking du Cimetière (Placette de la Colombe) par ERDF

5 - **Finances** :

5-1 - Décision modificative pour le budget de l'eau potable

5-2 - Demande de subvention exceptionnelle de l'Association des Amis de Paracol et de subvention annuelle pour SO DANCE

5-3 - Motion de soutien à l'action de l'A.M.F. pour alerter les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat

5-4 - Régie de la cantine scolaire municipale - Nouveaux modes de règlements

5-5 - Tarif du repas de cantine pour les adultes - Année scolaire 2015/2016

5-6 - Rémunération des enseignants pour les heures de surveillance de cantine et d'études surveillées

5-7 - C.L.E.C.T. (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) de la Communauté de Communes du Comté de Provence - Remplacement du représentant titulaire du Conseil Municipal démissionnaire

**6 - Accueil des enfants à partir de 3 ans au Centre de Loisirs (ALSH) du Petit Baou durant la période extrascolaire (petites et grandes vacances)**

**7 - Personnel communal :**

7-1 - Tableau d'avancement et création de deux emplois d'Adjoint Technique 1<sup>ère</sup> classe et d'un emploi d'Agent de Maîtrise

7-2 - Création d'un emploi en C.A.E. - Contrat Avenir Emploi (service « Enfance »)

**8 - INFORMATION - Arrêté préfectoral complémentaire pris au titre des installations classées concernant l'exploitation de la carrière « Tour Courroun » (SOMECA)**

**9 - C.R. des décisions du Maire suite aux délégations du Conseil Municipal**

**10 - Questions orales**

## PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mercredi 29 juillet 2015**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

**Présents** : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - BENTOUMI Christian - NAL André - RIHAL Pascale - REES Pénélope - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés** : MM. CULINATI Jean (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - LANGE Gaby - MIONET Marie-Thérèse (procuration donnée à André NAL) - - VERDON Pierre - BOSSUGE Brigitte (procuration donnée à Jacqueline TURINELLI)- TORRESILLA Claude (procuration donnée à Christian BENTOUMI) - VOLANTE Florence (procuration donnée à Rémi GAUTIER)- GAQUIERE Ingrid (procuration donnée à Annette PASQUET) - BOULE-AMPHOUX Isabelle (procuration donnée à Yves COEURDEUIL) - FURNEL Gilles.

soit 17 présents et 7 pouvoirs donc 24 votants.

A noter que M. Gilles FOURNEL est arrivé au moment de la délibération n° 2 - Marché SVCR - Réfection des chemins communaux - Programme 2015.

Les présents ont été alors au nombre de 18 avec 25 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

## **1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 22 juin 2015.**

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 juin 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 juin 2015, A l'unanimité moins deux abstentions : MM. COEURDEUIL et PAZ, absents à ladite réunion, **APPROUVE** ce document.

## **2 - Marché « S.V.C.R. » - Réaménagement de chemins communaux - Programme 2015**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 7 mai 2013, le Conseil Municipal a autorisé la signature du marché de travaux à bons de commande avec l'Entreprise « S.V.C.R. » pour la réalisation des travaux de réfection des voies communales pour un an renouvelable trois fois.

Il rappelle également que, par délibération du 8 avril 2015, le programme des travaux de 2015 a été arrêté et que le chantier de l'avenue Jean Moulin a alors été retenu pour un montant estimatif de 150.000 € TTC.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux, qui rappelle au Conseil Municipal que, suite au constat de la vétusté de la canalisation d'assainissement des eaux usées de cette voie, des travaux supplémentaires doivent être entrepris pour un montant estimé de 180.000 € HT. En conséquence les travaux de réfection de chaussée et de pluvial ainsi que la création d'un trottoir ont du être renvoyés pour être traités globalement avec la réfection du réseau d'assainissement.

La délibération du 8 avril 2015 doit donc être retirée.

Suite à la réunion de la commission communale chargée des travaux, M. DEBAQUE propose que soit inscrite, au programme 2015, la réfection des chemins communaux suivants :

- Chemin de Paracol sur 220 ml de la route départementale 554 à l'intersection située après la Maison de Retraite (où des travaux sur le réseau pluvial sont prévus ainsi que la création d'un chemin piétonnier ou trottoir)
- Chemin des Garrigues sur 510 ml (à compter de l'intersection avec le chemin privé dit François de Belsunce »).

L'estimation financière globale de ces travaux s'élève à 126.000 € HT.

A noter que le chemin des Garrigues est communal contrairement au chemin privé dénommé « François de Belsunce » qui est la partie en ligne droite partant de la route de Vins et menant au chemin des Garrigues (D 1290). Une information des riverains sera diffusée afin d'expliquer les raisons de l'exclusion de cette section de voie du programme des travaux, la Commune ne pouvant intervenir sur des terrains privés. Une procédure est en cours pour que la parcelle concernée soit cédée à la Commune (soit à l'amiable soit par expropriation) vu son affectation à la circulation routière publique depuis de nombreuses années.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

M. KINET : "Vu les éléments d'information donnés par M. DEBAQUE, je voterai contre cette décision car :

1°) le projet de réfection de l'avenue Jean Moulin a été abandonné et remplacé dans l'urgence alors que cela n'a jamais été discuté en réunion de la commission des travaux.

2°) le motif invoqué pour la réalisation urgente d'un trottoir et du busage du chemin de Paracol, vu que la chaussée menace de s'effondrer, est faux ; certes le chemin a été mal entretenu mais la réalisation d'un trottoir est superflu et le busage n'est pas urgent. Ce n'est pas la commission des travaux qui a travaillé sur ce dossier mais M. LANGE, qui d'ailleurs a démissionné depuis quelques mois de ladite commission. Il faut simplement curer le fossé pour améliorer l'évacuation des eaux pluviales."

M. DEBAQUE : "C'est inexact, le chemin s'écroule et la chaussée s'effondre dans le fossé. La circulation sur ce chemin a augmenté vu la présence de la maison de retraite et le trottoir est une mesure de sécurité."

M. SAULNIER indique que l'étude de la réfection du chemin de Paracol n'a pas été réalisée par M. LANGE mais par la SPL "ID 83".

Mme BREBAN s'étonne que la commission des finances n'ait pas été tenue informée de ces travaux.

M. SAULNIER réplique que le budget 2015 prévoyait une enveloppe de 150.000 € pour la réfection de chemins communaux sans préciser lesquels vu qu'ils n'étaient pas encore connus à l'époque et qu'en conséquence, au niveau financier, que ce soit un chemin ou un autre cela n'a pas d'incidence.

M. KINET demande pourquoi le projet de l'avenue Jean Moulin est abandonné.

M. DEBAQUE répond qu'il n'est pas abandonné mais simplement mis en attente vu les problèmes posés par l'état de vétusté du réseau d'assainissement de ce secteur et le montant important des travaux à entreprendre pour son remplacement (180.000 €).

M. KINET indique que le montant qui lui a été donné par la SEERC est inférieur puisque avoisinant les 100.000 €. Il s'étonne que, vu les disponibilités budgétaires du service de l'assainissement, on ne traite pas cette réfection de réseau immédiatement avant celle de la chaussée de l'avenue Jean Moulin.

M. SAULNIER répond que la majoration de 180.000 € de ce chantier est jugée trop importante par rapport à son estimation d'origine. De plus, toutes les incidences sur l'organisation des travaux ne sont pas compatibles avec le type de travail que peut coordonner la SPL "ID 83", dans la mission qui lui a été confiée par la Commune. Elle doit se borner à des travaux d'entretien de chemins uniquement et non pas à une réfection totale de réseaux. Une consultation sera lancée pour cette voie, incluant tous les aspects de la réfection nécessaire (pluvial, chaussée, réseaux humides et secs, trottoir,...).

M. KINET en vient au chemin des Garrigues pour s'étonner sur le fait que la partie rectiligne du début de cette voie ne soit pas incluse dans le chantier uniquement parce qu'elle est privée. Il indique que la Commune peut entreprendre des travaux sur un terrain privé, et ce sans aucun problème. Il souligne que la partie du chemin des Garrigues qui va être réalisée ne compte pas beaucoup de riverains. Le projet de confier ces travaux au Conseil Départemental, dans le cadre des travaux en régie réalisés pour l'aide technique aux communes, avec un revêtement en bicouche a donc été annulé pour confier le chantier à "ID 83" : "pour quel motif ? Pourquoi la commission des travaux n'a pas été conviée à aller sur place pour se rendre compte ? Seul M. LANGE dispose d'un plan qu'il a rapidement déplié lors d'une réunion. "Je ne suis pas d'accord sur l'ensemble de ces décisions."

M. SAULNIER : "Ce dossier a été évoqué lors de la réunion de la Commission des Travaux du 21 juillet dernier."

M. GIRAUD : "Effectivement cette question a été étudiée par la commission des travaux et tous les aléas relatifs au chemin des Garrigues et à sa partie privée ont bien été clairement exposés. Le plan a bien été porté à la connaissance des membres de la commission avec discussion à l'appui. On a pu constater qu'une bande de terrain de 2 mètres le long du lotissement "St-Pierre" était communale et que la sur-largeur de 4 mètres était privée."

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint aux Travaux,  
Considérant les termes du marché à bons de commande passé avec l'Entreprise « S.V.C.R. » en 2013,

Considérant les conditions énoncées dans ce contrat (notamment les seuils de 100.000 € TTC minimum et 800.000 € TTC maximum de travaux dans l'année civile)

Après en avoir délibéré,

**A l'unanimité moins un CONTRE : M. KINET et une abstention : Mme DONADEY (en ce qui concerne le chemin de Paracol)**

**RETIRE** sa délibération du 8 avril 2015 par laquelle il avait désigné l'avenue Jean Moulin comme voie à traiter dans le cadre du marché confié à « SVCR » pour 2015, pour un montant de 150.000 € TTC

**ARRETE** la programmation 2015 des travaux de réfection des voies communales par l'entreprise « S.V.C.R. » comme suit :

- Chemin de Paracol sur 220 ml de la route départementale 554 à l'intersection située après la Maison de Retraite (où des travaux sur le réseau pluvial sont prévus ainsi que la création d'un chemin piétonnier ou trottoir)
- Chemin des Garrigues sur 510 ml (à compter de l'intersection avec le chemin privé dit François de Belsunce ».

L'estimation financière globale de ces travaux s'élève à 126.000 € HT.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires à cette commande de travaux et à signer tout document en découlant

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitres 011 et 21).

### **3 - Urbanisme :**

#### **3-1 - Divisions foncières en zone agricole et naturelle (soumission à déclaration préalable)**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les divisions de terrain susceptibles d'être réalisées dans les zones agricoles et naturelles de la Commune pourraient faire apparaître un risque de fragilisation de ces secteurs par le morcellement de grands terrains.

Ces divisions, dans le droit commun de l'urbanisme, ne sont pas soumises à déclaration préalable. La Commune ne découvre en conséquence les éventuelles divisions que lors des notifications de la SAFER.

Afin de pallier cet état de fait, le législateur, par l'article L111-5-2 du Code de l'Urbanisme, ouvre la possibilité à l'autorité compétente de pouvoir soumettre à déclaration préalable les divisions dans les secteurs de la Commune nécessitant une protection particulière en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages.

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer à ce propos.

*M. FOURNEL s'étonne du fait qu'après cette délibération la SAFER ne puisse plus décider de la vente des parcelles agricoles ou naturelles sans l'obtention préalable de l'avis de la Commune.*

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Vu l'article L111-5-2 du Code de l'Urbanisme,  
Vu le POS en date du 17 juillet 1986, s'en suivant ses révisions, ses modifications et mises à jour successives dont la dernière modification en date du 3 décembre 2013,  
Vu la délibération en date du 10 décembre 2014 prescrivant l'élaboration du P.L.U.,  
Considérant sa volonté de préserver les zones naturelles et agricoles sur le territoire communal,  
Considérant qu'il est nécessaire d'éviter un processus de morcellement foncier des espaces naturels et agricoles fragiles,  
A l'unanimité,  
**DECIDE** de soumettre à déclaration préalable les divisions volontaires des propriétés foncières situées en zones agricoles ou naturelles du POS.

### **3-2 - Elaboration du P.L.U. – Sursis à statuer**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de LE VAL a été prescrite par délibération du 10 décembre 2014 avec des objectifs précis déterminés alors.

Il propose à l'assemblée délibérante de prendre des mesures de sauvegarde pendant la procédure d'élaboration du P.L.U. contre tout projet risquant de rendre plus difficile ou plus onéreuse son exécution future.

Il demande en conséquence au Conseil Municipal de l'autoriser à opposer un sursis à statuer à toute demande d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol qui risquerait de rendre plus difficile ou plus onéreuse son exécution future.

*M. KINET rappelle qu'il a posé la question sur la possibilité d'opposer un sursis à statuer à une demande de permis de construire, allant à l'encontre des dispositions du futur PLU, en réunion du Conseil Municipal il y a quelques mois. M. TORRESILLA lui a alors répondu que le recours à cette mesure ne serait possible qu'après l'approbation du PADD.*

*M. SAULNIER répond que cette délibération est proposée au Conseil Municipal par la Cabinet BEGEAT, en charge de l'élaboration du PLU, et qu'en conséquence il est évident que la législation le permet.*

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** d'autoriser Monsieur le Maire à opposer un sursis à statuer à toute demande d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol qui risquerait de rendre plus difficile ou plus onéreuse son exécution future.

#### 4 - Foncier :

##### 4-1 - Acquisition terrain succession TAXIL - « Saint-Jacques » - Construction bâtiments des services techniques municipaux

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les Héritiers de M. Claude TAXIL ont proposé de vendre à la Commune une parcelle de terrain nu d'une superficie de 2.700 m<sup>2</sup> (B 533) et sise Quartier « Saint-Jacques » (limitrophe avec la Zone d'Activités Economiques de « Plan de Cartier »).

Considérant le projet communal d'implanter les bâtiments des Services Techniques municipaux à proximité de cette Z.A.E.,

Considérant le classement de cette parcelle en zone UX au POS (où sont admises entre autres les occupations liées aux activités nécessaires au fonctionnement des services publics),

Considérant l'existence d'un emplacement réservé (n° 13) traversant cette parcelle pour création d'une voie de liaison reliant la Z.A.E. au chemin communal dit « du Plan de Cartier »,

M. le Maire propose au Conseil Municipal cette acquisition foncière.

M. le Maire informe l'assemblée qu'il a négocié le prix avec le porte-parole des héritiers, M. Jean-Jacques CLAUS, pour le fixer à 130.000 €.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet d'acquisition, au titre des réserves foncières.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'article L 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu l'extrait du plan cadastral de la Section B à l'échelle 1/2500<sup>ème</sup>

Vu l'offre de vente exprimée par M. CLAUS Jean-Jacques au nom des héritiers de M. TAXIL Claude,

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

Vu l'avis du service des Domaines en date du 25 juin 2015,

**Considérant** que ce terrain est destiné à recevoir l'implantation des bâtiments nécessaires aux Services Techniques municipaux, et être inscrit dans les réserves foncières de la Commune,



**PREND EN CONSIDERATION** cette proposition de cession de terrain faite par M. CLAUS Jean-Jacques au nom des héritiers de M. TAXIL Claude, de la parcelle cadastrée Section B n° 533 pour une surface de 2700 m<sup>2</sup> au prix de 130.000 €.

**DECIDE** l'acquisition par la Commune de cette parcelle au prix de 130.000 €.

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 21 du budget communal 2015

**AUTORISE** Monsieur le Maire à accepter ladite acquisition et à consentir les engagements en découlant au nom et pour le compte de la Commune, aux charges et conditions usuelles en la matière, aux termes de l'acte de vente qui sera reçu sous la forme administrative.

4-2 - Défense de la forêt contre l'incendie - Création d'une piste DFCI avec établissement d'une servitude de passage et d'aménagement destinée à assurer la pérennité de la piste n° O30 dite « du Carnier »

Monsieur le Maire donne lecture du courrier reçu du PIDAF du Pays Brignolais relatif à la délibération prise le 28 mai 2015 par son Comité Syndical pour créer une piste DFCI avec établissement d'une servitude de passage et d'aménagement destinée à assurer la pérennité de la piste n° O30 dite « du Carnier » dans le cadre de la défense de la forêt contre l'incendie.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité, qui indique qu'en effet, afin de garantir la continuité des voies de D.F.C.I. et la pérennité des itinéraires constitués, le PIDAF se propose de mettre en place une servitude de passage et d'aménagement sur la piste O 030 de la commune dite « du Carnier », ceci dans le cadre de son plan de défense contre l'incendie. Il précise que ce projet est validé par le SDIS et les financeurs.

*M. GIRAUD reprend les informations données par le PIDAF dans son courrier de sollicitation. Il rappelle que la cotisation annuelle s'élève à 7.399 € comprenant une part fixe et une part par habitant. Il précise que la piste en prévision permettra de rejoindre celle des Grandes Brasques et que le financement est assuré et s'élève à 45.440 € avec une subvention de la Région. Une partie des travaux sera réalisée par le Département dans le cadre des travaux en régie. L'intervention du PIDAF pour cette création permettra de pérenniser son débroussaillage. Un animateur du PIDAF prendra contact prochainement avec les propriétaires fonciers de l'emprise de la piste pour les informer et procéder à toutes les démarches administratives nécessaires.*

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce projet.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** le projet du PIDAF visant à mettre en place une servitude de passage et d'aménagement sur la piste O 030 de la commune dite « du Carnier ».

#### 4-3 - Convention de mise à disposition du terrain nécessaire à l'implantation du poste de transformation implanté sur le parking du Cimetière (Placette de la Colombe) par ERDF

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, suite à l'implantation du nouveau poste de transformation électrique sur le parking du 3<sup>ème</sup> cimetière, dénommé Placette de la Colombe, une convention d'utilisation du domaine public doit être signée avec ERDF.

Il donne lecture du projet de convention rédigé par ERDF et demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

*M. KINET rappelle qu'en commission des travaux a été évoqué le problème posé par l'espace laissé entre le transformateur et le mur du cimetière contrairement à ce qui était prévu à l'origine et demande quelles sont les raisons de cette modification d'implantation.*

*M. SAULNIER répond que si le transformateur avait été maintenu dans l'angle sud du parking du cimetière, des places de parking auraient dû être supprimées car l'accès au poste doit rester libre. La solution de l'implanter en bordure de trottoir et limitrophe à la voie a donc été choisie.*

*M. KINET : "Mais pourquoi les élus n'en ont pas été tenus informés alors ?"*

*M. PAZ souligne qu'esthétiquement cette verrue à l'entrée du village n'est pas des plus appréciées."*

*M. SAULNIER indique qu'une étude paysagère est en cours sur ce secteur.*

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**APPROUVE** les termes du projet de convention à passer avec ERDF pour l'implantation du nouveau transformateur électrique sur la Placette de la Colombe (parking du cimetière),

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et à entreprendre toutes les démarches utiles à son application.

#### **5 - Finances :**

##### 5-1 - Décision modificative pour le budget de l'eau potable

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour affecter des crédits suffisants à l'imputation budgétaire affectée aux opérations d'ordre concernant le reversement de la TVA sur travaux.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 2 proposée :

- compte 2762 (chapitre 041)

-Créances transférées..... + 25.360 €

- compte 2315 (chapitre 041)

-Créances transférées..... + 25.360 €

Mme BREBAN informe l'assemblée que les travaux de remplacement des branchements en plomb dans le village sont réalisés hormis pour une partie de la rue Victor Hugo et pour la Place Gambetta et la Rue Nationale vu les travaux de réaménagement projetés dès cet automne. Elle rappelle que le marché s'élevait à 144.000 HT. Les travaux réalisés ont été payés en TTC comme il se doit et la TVA est récupérée par la Commune via la SEERC/EAUX DE PROVENCE. Pour ce faire une écriture comptable doit être passée d'où la nécessité de voter des crédits en conséquence.

Mme INGRASSIA demande si les travaux de réfection des rues peuvent maintenant être lancés.

Mme BREBAN répond affirmativement.

M. GIRAUD intervient pour indiquer que des bornes à incendie doivent être installées ou remplacées dans le village en 2016. Ces travaux vont être soumis aux trois commissions concernées soit celle des travaux, celle des finances et celle de la sécurité.

Mme BREBAN demande alors si les chaussées vont être à nouveau ouvertes pour cela.

M. GIRAUD confirme d'où la nécessité d'attendre que les bornes à incendie soient placées avant de procéder au revêtement des chaussées.

M. KINET demande sur quel budget sera prise la charge financière des travaux relatifs aux bornes à incendie (eau ou commune).

Mme BREBAN répond que la dépense sera prise en charge par le budget communal.

M. GIRAUD rappelle qu'une borne incendie doit être placée au chemin des Garrigues pour pouvoir desservir la zone constructible et ainsi pouvoir délivrer des permis de construire dans ce secteur. Il informe l'assemblée que des nouvelles dispositions de sécurité incendie prévoient que les poteaux doivent être distants au maximum de 150 à 200 mètres. Il soumettra les devis à la Commission des Finances.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la décision modificative n° 2 proposée pour le Budget du Service Public de l'Eau Potable 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

### **5-2 - Demande de subvention exceptionnelle de l'Association des Amis de Paracol et de subvention annuelle pour SO DANCE**

#### **a) Amis de Paracol :**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'association

#### **« LE VAL AMIS DES CHAPELLES »**

a sollicité une aide financière exceptionnelle de la Commune pour 2015, suite à son engagement bénévole pour restaurer le patrimoine valois, comme il a, depuis de nombreuses années, restauré le patrimoine culturel communal. L'association projette en effet de restaurer la roue à aube de la cascade de la Place des Moulins.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations.

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention exceptionnelle de l'association « **LE VAL AMIS DES CHAPELLES** », la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention complémentaire pour 2015 de **1.500 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

M. KINET estime qu'il est financièrement plus intéressant pour la Commune d'augmenter la subvention de l'association des Amis de Paracol en 2016 plutôt que de prendre en charge les travaux de réfection de sites patrimoniaux qui ne relèvent pas d'un caractère prioritaire au sein de son programme d'investissement.

M. DEBAQUE rejoint M. KINET et indique que, dans le cas actuel de remise en fonction de la roue à aube de la salle de la cascade, seule ladite roue est estimée à 15.000 €.

M. DEBAQUE tient à remercier chaleureusement cette association en la personne de M. Thierry RIHAL, Président, mais aussi de tous les bénévoles qui y œuvrent.

M. SAULNIER indique que "Les Amis de Paracol" réalisent un travail de restauration du patrimoine très important pour l'attrait touristique de la Commune et qu'ils prennent toujours d'excellentes initiatives.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

**ACCEPTE** d'allouer à l'association « LE VAL AMIS DES CHAPELLES » une subvention exceptionnelle pour 2015 d'un montant de 1.500 €

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires au versement de cette subvention à l'association précitée,

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015, chapitre 65.

#### b) So Dance :

M. DEBAQUE informe l'assemblée que cette question ne pourra pas être traitée ce jour, l'association n'ayant pas déposé le dossier de demande de subvention en bonne et due forme.

Le Conseil Municipal décide donc à l'unanimité de retirer cette question de l'ordre du jour.

### 5.3 - Motion de soutien à l'action de l'A.M.F. pour alerter les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat

M. KINET demande quelle a été l'évolution des dotations ces dernières années.

Mme BREBAN indique qu'elles ont évolué à la baisse car en 2012 leur montant était de 732.320€, puis de 720.445 € en 2013, de 689.895 € en 2014 sans compter un nouveau prélèvement de 24.568 € dénommé "participation aux communes défavorisées (P.C.D.)". En 2015, la dotation est de 687.249 €, montant auquel on retranche encore 59.163 € de P.C.D.. La perte de dotations, tout prélèvement confondu, s'élève donc de 2012 à 2015, à 104.234 €.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du courrier de l'Association des Maires de France et du projet de motion relatif à l'action de l'A.M.F. pour alerter solennellement les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat :

**Motion de soutien à l'action de l'AMF pour alerter solennellement les pouvoirs publics  
sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'État**

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, sont massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- de 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
- soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Dans ce contexte, le Bureau de l'AMF a souhaité, à l'unanimité, poursuivre une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics et la population sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises. L'AMF, association pluraliste forte de ses 36.000 adhérents communaux et intercommunaux, a toujours tenu un discours responsable sur la nécessaire maîtrise des dépenses publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30% des dotations qui provoque déjà une baisse de l'investissement du bloc communal de 12,4% en 2014. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'AMF prévient que les collectivités ne peuvent pas absorber une contraction aussi brutale de leurs ressources.

En effet, la seule alternative est de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

La commune de LE VAL rappelle que les collectivités de proximité que sont les communes, avec les intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le « bien vivre ensemble » ;
- elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

La diminution drastique des ressources locales pénalise nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et va fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

En outre, la commune de LE VAL estime que les attaques récurrentes de certains médias contre les collectivités sont très souvent superficielles et injustes.

C'est pour toutes ces raisons que la commune de LE VAL soutient la demande de l'AMF que, pour sauvegarder l'investissement et les services publics locaux, soit révisé le programme triennal de baisse des dotations, tant dans son volume que dans son calendrier.

En complément, il est demandé :

- l'amélioration des modalités de remboursement de la TVA acquittée (raccourcissement des délais, élargissement de l'assiette, simplification des procédures)
- la récupération des frais de gestion perçus par l'Etat sur le produit de la collecte de nos impôts locaux (frais de gestion et de recouvrement),
- l'arrêt immédiat des transferts de charges et de nouvelles normes qui alourdissent le coût des politiques publiques et contraignent les budgets locaux
- la mise en place d'un véritable Fonds territorial d'équipement pour soutenir rapidement l'investissement du bloc communal.
- 

A l'unanimité,

**APPROUVE** les termes de cette motion

**ADOpte** ladite motion

**DEMANDE** à Monsieur le Maire de la signer et de lui donner les suites nécessaires.

#### 5-4 - Régie de la cantine scolaire municipale - Nouveaux modes de règlements

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que par délibération du 25 septembre 1975, modifié le 31 mai 1994, une régie de recettes a été créée pour la Cantine Scolaire Municipale. Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

*Mme PASQUET explique que, vu l'évolution des moyens de paiement, il est nécessaire de modifier la liste des modes de recouvrement de la régie de recettes de la Cantine Scolaire Municipale, en ajoutant au paiement en espèces et par chèques, les prélèvements SEPA et les titres payables sur internet (TIPI).*

Elle précise que le Comptable Public assignataire a émis un avis conforme sur cette proposition.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**ACCEPTE** de compléter la liste des modes de recouvrement des recettes de la cantine scolaire municipale en ajoutant au paiement en espèces et par chèques, les prélèvements SEPA et les titres payables sur internet (TIPI).

**CHARGE** à Monsieur le Maire de donner les suites nécessaires à cette décision.

#### 5-5 - Tarif du repas de cantine pour les adultes - Année scolaire 2015/2016

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'article 82 de la loi « Libertés et Responsabilités Locales » du 13 août 2004 a modifié le régime de fixation de la tarification des cantines scolaires et permet désormais aux collectivités territoriales de déterminer elles-mêmes le prix des repas à la cantine scolaire. Cet article institue les critères pour calculer les tarifs ainsi que leur évolution, fixés en fonction du coût, du mode de production des repas et des prestations servies. Le décret d'application de ces dispositions est paru au J.O. du 30 juin 2006.

Il donne la parole à Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires.

Mme PASQUET indique qu'aux termes de ce décret (n° 2006-753 du 29 juin 2006), il résulte notamment que :

- le prix de la restauration scolaire est fixé par la collectivité territoriale qui en a la charge conformément aux articles L 212-4, L 213-2, L 214-6, L 215-1, et L 422-2 du Code de l'Éducation
- ce prix ne peut être supérieur au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service, et y compris lorsqu'une modulation est appliquée.

Elle précise que ce service s'avère être largement déficitaire, et une réactualisation annuelle des tarifs est nécessaire. Toutefois, l'augmentation ne doit pas être trop importante afin de préserver la politique sociale menée par la Commune.

Les années précédentes, les tarifs des repas servis à la Cantine Scolaire étaient majorés de 2,5 %.

Mme PASQUET indique que précédemment, les tarifs étaient les suivants pour les adultes :  
3,50 € en 2011/2012 - 3,58 € en 2012/2013, 3,66 € en 2013/2014 et 3,75 € en 2014/2015.

Elle propose qu'à compter de l'année scolaire 2015/2016, ce prix soit fixé à 3,85 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir statuer sur cette proposition.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Madame PASQUET,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** de majorer les tarifs des repas servis aux adultes à la Cantine Scolaire de **2,5 %** à compter de l'année scolaire **2015/2016**

**INDIQUE** qu'en conséquence le prix des repas sera le suivant, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 :  
**3,85 €**

### 5-6 - Rémunération des enseignants pour les heures de surveillance de cantine et d'études surveillées

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 21 août 2014, les nouvelles activités périscolaires ont été mises en place dès la rentrée 2014/2015.

Pour assurer le fonctionnement de ce nouveau service, la Commune a dû faire appel, notamment, à des fonctionnaires de l'Education Nationale enseignants rémunérés sur le budget communal dans le cadre de la réglementation sur les activités accessoires, pour assurer les tâches de surveillance et d'encadrement.

La réglementation est fixée par le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi par les collectivités territoriales aux agents des services extérieurs de l'Etat. La rémunération versée est égale au montant des indemnités fixées par le décret n° 66-787 du 14 octobre 1966 fixant le taux de rémunération des travaux supplémentaires effectués par les enseignants des écoles en dehors de leur service normal. Les montants plafonds de rémunération s'établissent ainsi à partir de septembre 2015 pour les Professeurs des Ecoles :

- - heure de surveillance de cantine : 11,66 €
- - heure d'études surveillées : 21,86 €

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur ces tarifs.

*M. COEURDEUIL dénonce l'obligation pour les communes de prendre en charge financièrement les interventions des enseignants pour les NAPS alors que c'est l'Etat, employeur, qui a imposé celles-ci aux Communes. Il estime que l'Etat doit assumer la prise en charge de ces frais.*

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins 2 CONTRE : M. COEURDEUIL et Mme BOULE-AMPHOUX,

**FIXE** les tarifs des heures de surveillance et d'encadrement effectuées par les professeurs des écoles, dans le cadre des Nouvelles Activités Périscolaires comme suit à compter de l'année scolaire **2015/2016** :

- - heure de surveillance de cantine : 11,66 €
- - heure d'études surveillées : 21,86 €

**PRECISE** que les crédits sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 012)

### 5-7 - C.L.E.C.T. (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) de la Communauté de Communes du Comté de Provence - Remplacement du représentant titulaire du Conseil Municipal démissionnaire

Monsieur le Maire rappelle que, par délibération du 20 juin 2014, le Conseil Municipal a désigné ses représentants titulaire et suppléant au sein de la C.L.E.C.T. de la C.C.C.P., soit respectivement Madame Julie BREBAN et Madame Annette PASQUET.

Mme Julie BREBAN ayant fait connaître son souhait de démissionner de ce poste vu ses nombreuses obligations professionnelles et électives, Monsieur le Maire propose sa candidature pour la remplacer au sein de la C.L.E.C.T.

*M. KINET demande pour quelles raisons un appel à candidatures n'a pas été lancé auprès des Conseillers Municipaux pour remplacer Mme BREBAN.*

*M. SAULNIER répond que cela n'était pas obligatoire d'une part et que d'autre part la Communauté de Communes a souhaité le remplacement de Mme BREBAN par le Maire.*

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** de la démission de la C.L.E.C.T. de Mme Julie BREBAN, Adjointe,

**DESIGNE M. Bernard SAULNIER**, Maire, pour représenter la Commune de LE VAL au sein de la C.L.E.C.T. de la Communauté de Communes du Comté de Provence, en qualité de membre titulaire.

### 6 - Accueil des enfants à partir de 3 ans au Centre de Loisirs (ALSH) du Petit Baou durant la période extrascolaire (petites et grandes vacances)

Mme PASQUET prend la parole pour informer le Conseil Municipal que des délibérations ont déjà été prises par les équipes municipales précédentes pour permettre l'accueil des enfants à partir de 3 ans au Centre de Loisirs. Mais, vu qu'en pratique, cette mesure n'a jamais été appliquée par le Directeur de Centre de l'époque, Mme PASQUET pensait qu'une décision du Conseil Municipal était nécessaire.

En conséquence, et vu les délibérations des 10/04/2008, 03/10/2008 et 20/12/2011, ainsi que celle du 25/09/2014 reprenant cette disposition dans le cadre des nouveaux tarifs du Centre de Loisirs, cette question peut être retirée de l'ordre du jour de la présente réunion.

Le Conseil Municipal décide donc à l'unanimité de retirer cette question de l'ordre du jour.



M. KINET demande donc confirmation que les enfants de 3 ans pourront bien être inscrits au Centre de Loisirs.

Mme PASQUET répond affirmativement.

## **7 - Personnel communal :**

### 7-1 - Tableau d'avancement et création de deux emplois d'Adjoint Technique 1<sup>ère</sup> classe et d'un emploi d'Agent de Maîtrise

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que, la Commune a proposé, à la Commission Paritaire du Centre de Gestion de la Fonction Publique du Var, deux avancements de grade à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, et une promotion interne à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2015, l'ensemble concernant des agents remplissant les conditions d'ancienneté et donnant satisfaction dans leur poste. Un avis favorable a été reçu.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. Xavier GIRAUD précise d'une part qu'un agent ayant réussi son examen d'Adjoint Technique de 1<sup>ère</sup> classe, sa nomination permet l'avancement de deux agents remplissant les conditions d'ancienneté dans leur grade. D'autre part, un agent remplit les conditions pour une promotion interne au grade d'Agent de Maîtrise.

Il rappelle l'engagement de la Municipalité quant à promouvoir les agents méritants soit par leur réussite aux concours et examens, soit par leur suivi de formation, soit par leur comportement professionnel.

Il indique que les propositions de créations d'emplois ont été présentées à la Commission du Personnel qui les a validées comme suit :

- deux emplois d'Adjoints Techniques de 1<sup>ère</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015
- un emploi d'Agent de Maîtrise à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2015

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ces propositions.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Vu** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

**Vu** les décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à l'organisation de la carrière et à l'échelonnement indiciaire des fonctionnaires de catégorie C,

**Vu** le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux,

**Vu** le décret n° 2007-114 du 29 janvier 2007 modifié relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'Adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe,

**Vu** les propositions de tableaux d'avancement de grade et de promotion interne au titre de l'année 2015,

**Vu** les avis favorables de la Commission Administrative Paritaire réunie le 18 mai 2015 pour les avancements de grade et le 29 juin 2015 pour la promotion interne,

**Considérant** qu'il convient de transformer ou de créer des postes pour satisfaire aux propositions d'avancement de grade et de promotion interne au titre de l'année 2015,

**Considérant** que, conformément à l'article 45 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, il n'est plus nécessaire de déclarer les vacances d'emploi auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var lorsque l'emploi est susceptible d'être pourvu exclusivement par voie d'avancement de grade,

**Considérant** que l'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement sont fixés conformément au statut particulier de chaque cadre d'emploi ci-dessus concerné,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la proposition de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD quant à :

- créer deux emplois d'Adjoints Techniques de 1<sup>ère</sup> classe permanents à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015
- supprimer deux emplois permanents à temps complet d'Adjoints Techniques de 2<sup>ème</sup> classe
- créer un emploi d'Agent de Maîtrise permanent à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2015

**DECIDE** de modifier le tableau des effectifs des emplois permanents en conséquence,

**INDIQUE** que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière des agents nommés sur ces emplois seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

**CHARGE** Monsieur le Maire de nommer les agents en question dans les conditions réglementairement fixées

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

#### 7-2 - Création d'un emploi en C.A.E. - Contrat Avenir Emploi (service « Enfance »)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que trois emplois aidés ont déjà été créés depuis le début de l'année, deux pour les services techniques et un pour le service « voirie ».

A ce jour, le service « Enfance » doit se doter d'un agent supplémentaire et Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse », propose de créer un quatrième emploi aidé (C.A.E.).

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Annette PASQUET.

*Mme PASQUET indique qu'un emploi pour l'animation et le ménage des locaux scolaires est à créer pour le bon fonctionnement des NAPS, et ce à temps complet, dès la rentrée scolaire 2015/2016.*

*Elle propose la création d'un emploi aidé (C.A.E. pour les jeunes de 16 à 25 ans), sur 3 ans (avec un suivi par la Mission Locale).*

*Un agent, déjà employé en 2014 et 2015 sur des contrats à durée déterminée pour faire des remplacements dans un emploi identique, a donné entière satisfaction. Elle avait été embauchée après entretien professionnel en présence de M. GIRAUD et après avis de la commission du personnel. Elle travaillait avant à la garderie associative comme bénévole et prépare actuellement le BAFA.*

*Cette personne remplit les conditions pour avoir droit à un contrat aidé de type CAE (à temps complet) avec une aide de l'Etat à hauteur de 75 %. Ce Contrat Avenir concerne les jeunes de 16 à 25 ans. La charge salariale incombant à la Commune sera de l'ordre de 549 € par mois avec exonération partielle des charges. Le contrat est conclu pour une durée de 3 ans résiliable à chaque date anniversaire. Un tuteur devra être désigné et une formation obligatoire sera à mettre en place (1.500 € sur les 3 ans). Pour cet agent, la préparation de la 2ème partie du BAFA sera considérée comme une formation.*

*M. GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel, intervient à son tour pour indiquer que les trois précédents contrats aidés créés s'avèrent très satisfaisants par l'implication des personnes embauchées, leur motivation et la qualité de leur travail.*

*M. FOURNEL demande si la Commune aura l'obligation d'embaucher cette personne à l'issue des 3 ans du CAE.*

*Mme PASQUET répond négativement. Au bout de 3 ans, l'agent est prioritaire si la Commune a un poste vacant. Sinon elle peut postuler ailleurs avec en poche la validation de formation, ce qui est un plus dans la recherche d'emploi. La Commune devra assurer un suivi de formation tout au long de son contrat en collaboration avec la DDJS et la CAF.*

*M. FOURNEL demande si la Commune ne devra pas titulariser obligatoirement cet agent à la fin du CAE.*

*M. GIRAUD répond qu'aucune promesse n'a été faite aux agents embauchés en contrat aidé. La Commune, en embauchant des jeunes du village, leur met le pied à l'étrier et leur permet de s'insérer dans le monde du travail. Cette formule est intéressante pour les deux parties tout en gardant à l'esprit toute la lourdeur administrative pour l'employeur, tant en montage des dossiers que du suivi de formation (avec également la formation de tuteurs), ceci étant compensé par une réduction de la charge salariale. Il indique toutefois qu'en cas de vacance d'emploi de titulaire (départ à la retraite ou autre), et si l'agent en contrat aidé a donné satisfaction durant trois ans, une priorité pourra être admise par la commission du personnel et la candidature étudiée, sachant que le pouvoir de nomination appartient à Monsieur le Maire. "Mais pour l'instant on n'est pas dans une démarche de pérennisation."*

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse », et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** le projet de création d'un emploi au service « Enfance » dans le cadre des contrats aidés « C.A.E. » pour les jeunes de 16 à 25 ans,

**DECIDE** de créer un poste d'Adjoint Technique de 2<sup>ème</sup> classe en contrat aidé (CAE) à compter de septembre 2015,

**PRECISE** que le contrat aidé "Emploi Avenir" sera de 35 h par semaine. La durée du contrat est de 3 ans avec un plan de formation obligatoire,

**INDIQUE** que la rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec la Mission Locale pour ce recrutement,

**PRECISE** que les crédits nécessaires à la rémunération restant à la charge de la Commune, après déduction faite de la participation de l'Etat, seront inscrits au budget 2015 de la Commune (chapitre 012).

**8 - INFORMATION - Arrêté préfectoral complémentaire pris au titre des installations classées concernant l'exploitation de la carrière « Tour Courroun » (SOMECA)**

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de l'arrêté préfectoral complémentaire, pris le 2 juillet 2015, au titre des installations classées, concernant l'exploitation de la carrière « Tour Courroun », sur le territoire communal.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
A l'unanimité,

**PREND ACTE** de la communication de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2015 pris au titre des installations classées, concernant l'exploitation de la carrière « Tour Courroun », sur le territoire communal.

**9 - C.R. des décisions du Maire suite aux délégations du Conseil Municipal**

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 22 juin 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

24/06/2015	N° 24-Délivrance d'une case de columbarium dans le 3ème cimetière M et Mme LECLERC Christophe	
29/06/2015	N° 25-Convention d'assistance et de conseil juridique dans le cadre de l'élaboration du PLU - LLC & Associés avocats	12 320,00 €
29/06/2015	N° 26-Attribution de la mission de diagnostic agricole dans le cadre de la procédure de d'Elaboration du PLU - Terre et Territoires Maison de l'Agriculture	8 450,00 €
29/06/2015	N° 27-Modification de la régie de recettes "NAPS" en "Activités Périscolaires" (annule et remplace DM n°133/2014 et n° 17/2015)	
03/07/2015	N° 28 -Délivrance d'une concession dans le 3ème cimetière M MORETTI Olivier	
17/07/2015	N° 29-Délivrance d'une concession dans le 3ème cimetière M BENOIT Jean-Pierre	
21/07/2015	N° 30-Attribution du MAPA TV 01/2015 Réfection de la toiture de l'ancienne mairie Rue Niel à l'Entreprise RAMONDA -BRIGNOLES	18 375,00 €

Monsieur le Maire indique d'autre part que 17 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 22 juin 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

M. COEURDEUIL s'étonne de la décision modificative n° 25 par laquelle M. le Maire a désigné l'Avocat de la Commune comme conseiller pour le PLU alors que le Cabinet BEGEAT a été missionné également pour cela.

M. SAULNIER répond que les deux missions sont différentes : BEGEAT doit élaborer le PLU et l'Avocat doit aider la Commune dans les diverses étapes de cette élaboration pour préserver la régularité des démarches accomplies pour mener à bien cette procédure. Il indique que toutes les Communes font de même et que cette procédure est préconisée. Il ajoute que cette décision a fait suite à des discussions en commission d'urbanisme.

Mme INGRASSIA demande en quoi consistent les travaux sur l'immeuble communal de la Rue Niel (appelé salle des Consuls ou ancienne mairie) et si c'est bien en relation avec la poutre qui s'est affaïssée.

M. SAULNIER répond affirmativement et indique que la commission des travaux a décidé de faire procéder à la réfection complète de la toiture de cet immeuble.

M. PAZ demande quand seront entrepris les travaux de nettoyage de la toiture du musée du santon.

M. DEBAQUE répond qu'ils sont programmés pour septembre/octobre.

Mme INGRASSIA ajoute que ces travaux ont été prévus après la Foire à la Saucisse.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 22 juin 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

### **10 - Questions orales**

Mme INGRASSIA donne le résultat des entrées de Carmen, manifestation qui a rencontré un franc succès : 263 entrées dont 245 payantes (9 tarifs enfants et 9 invitations) pour un total de 2.888 €. Le jardin théâtre était plein. Les musiciens étaient très nombreux et le spectacle de qualité.

-----  
Mme INGRASSIA remet d'autre part aux Conseillers une plaquette comportant l'adresse du site de la Fondation du Patrimoine afin que chacun puisse consulter les dons effectués au jour le jour pour la restauration de la Chapelle "Notre Dame de Pitié". Elle informe l'assemblée que M. BOUCHARD du Domaine de Fontainebleau a versé les 10.000 € promis.

M. SAULNIER indique que la SOMECA a également fait une promesse de don.

M. NAL se félicite de l'engouement suscité par la mise en place de ce mécénat car certains étaient dubitatifs au départ.

Le Conseil Municipal remercie M. BOUCHARD ainsi que tous les généreux donateurs.

Mme INGRASSIA informe d'autre part l'assemblée qu'une réunion de la commission "Patrimoine" est programmée pour début octobre. Tous les élus qui voudront bien y participer seront les bienvenus afin de réfléchir sur les actions à mener à propos de la Chapelle.

Mme INGRASSIA indique également que les journées du Patrimoine vont être organisées fin septembre avec l'ouverture de tous les musées et la venue de 150 touristes carqueirannais. L'aide de tous les Conseillers est attendue pour pouvoir ouvrir toutes les salles. Un e-mail sera envoyé par le Point Accueil à tous les élus pour connaître leurs disponibilités. Mme BREBAN rappelle qu'il a été envisagé d'offrir un goûter ou un verre aux visiteurs à la sortie de chaque musée. Elle s'engage personnellement à offrir le vin.

---

M. KINET porte réclamation à propos de la distribution du Journal des Valois qui s'est faite de façon aléatoire, certains administrés, comme lui-même, en ayant reçu trois exemplaires et d'autres, aucun.

Mme INGRASSIA répond que cet état de fait déplorable lui a été rapporté. Elle avait transmis à la Société ADREXO le parcours à suivre pour une bonne distribution mais cela n'a pas été pris en compte. Devant ce laxisme, elle a envoyé un courrier au prestataire pour s'en plaindre. Elle envisage de prendre d'autres dispositions à l'avenir.

M. FOURNEL demande à Mme INGRASSIA si, pour les festivités, l'objectif a été atteint. Il déplore que le musée du santon soit encore fermé à ce jour.

Mme INGRASSIA répond que les festivités ont été très riches, tout a bien fonctionné et a été très réussi : l'Opéra CARMEN, l'accueil des Anglais pour le festival, la chorale slovaque, etc.... En septembre, le Forum des Associations est prévu, ainsi que la Journée du Patrimoine et les Virades de l'Espoir.

M. GIRAUD rappelle aussi le succès de la Fête de la St Cyriaque avec l'anchoïade offerte à la chapelle du même nom.

Mme INGRASSIA profite de l'intervention de M. GIRAUD pour remercier toutes les associations qui ont œuvré pour animer la Commune durant l'été avec, effectivement, la fête patronale mais aussi le vide greniers et d'autres manifestations.

---

M. FOURNEL demande si les travaux à réaliser dans les écoles pendant les vacances sont en bonne voie d'exécution.

M. DEBAQUE indique que les services techniques les ont réalisés à 80 %. Les travaux à l'extérieur sont en cours. Il rappelle d'une part que la période de vacances scolaires correspond à celle des congés des agents techniques ce qui ne facilite pas la rapidité d'intervention, et que, d'autre part, la priorité est donnée aux travaux d'aménagement de La Ribeirotte au niveau de Ste Catherine afin d'éviter les inondations lors des pluies d'orage à venir.

Mme PASQUET en profite pour remercier les services techniques pour le travail accompli dans les deux écoles. Elle indique que le traçage au sol des jeux est repoussé à la rentrée car la chaleur estivale est contre indiquée pour ce type de prestation (sol trop chaud). Par contre elle signale que le bureau des NAPS n'est toujours pas doté de téléphone.

---

M. GIRAUD informe l'assemblée que trois locaux communaux ont subi une effraction ces jours derniers : le bureau du responsable des services techniques aux Tanneries, l'école primaire et l'école de musique. M. DEBAQUE a fait le nécessaire auprès de la Gendarmerie pour le dépôt de plainte. Il semblerait que la Gendarmerie de Brignoles prenne à cœur notre problématique.

M. SAULNIER indique que les agents des services techniques ont été mandatés immédiatement sur chaque site pour réparer les portes et fenêtres endommagées afin de mettre fin immédiatement aux risques d'intrusion.

M. BENTOUMI demande si le musée du jouet est doté d'une alarme vu son isolement.

M. PAZ répond affirmativement en précisant qu'elle fonctionne très bien. Il demande par contre que le musée du santon soit équipé également vu la valeur des collections qui s'y trouvent.

M. DEBAQUE indique que le contrat concernant les alarmes va être revu en totalité.

M. GIRAUD remercie Mme Sylviane DONADEY pour le suivi d'exécution de la convention entre la Police Municipale et la Gendarmerie.

-----  
M. SAULNIER informe le Conseil Municipal qu'une réunion générale est programmée pour le 10 octobre prochain à Châteaurenard pour discuter sur les idées de chacun pour l'avenir du village, les besoins, les projets afin d'en planifier le financement.  
-----

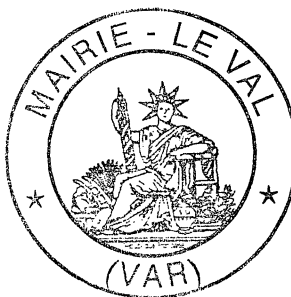
LA SEANCE EST LEVEE A 21h30.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA

*Ingrassia*



LE MAIRE,

*Saulnier*

Bernard SAULNIER